

Portes ouvertes sur la recherche sociale

Centres affiliés universitaires

[Cliquez ici pour visionner la vidéo](#)**AGIR SUR LES CONDITIONS DE VIE**

Ce troisième feuillet décrit les retombées de projets présentés lors du 5^e Colloque des CSSS-CAU sur les conditions de vie de la population.

1 Quand le CSSS s'installe dans l'appartement d'à côté

Afin d'améliorer les pratiques d'intervention territorialisées, deux intervenantes sociales s'installent à Ascot et à Jardins-Fleuris à l'intérieur de logements qui deviendront de petits points de service. Concrètement, leur objectif est de renforcer les liens entre les différents acteurs du quartier, dont les citoyens, les organisations communautaires et le secteur public. Comment assurer que s'installe une relation bénéfique entre aidant et aidé? La cohésion sociale y est pour beaucoup. Dans le cas présent, elle est tributaire de

la mise en place de groupes d'individus partageant des intérêts communs, tels les groupes de marche. Des liens de confiance s'établissent à l'intérieur de ces espaces de discussion, ce qui favorise la réflexion sur les déterminants sociaux de la santé. C'est là une étape importante dans le développement d'une conscience critique et dans l'amélioration des conditions de vie.

Ce projet favorise une intervention proactive pour « rejoindre les résidents vulnérables qui ne connaissent pas les ressources disponibles ou qui ne demandent pas d'aide². »

« La communauté a bénéficié d'un soutien social important grâce à l'augmentation du nombre de bénévoles et de personnes assurant un rôle pivot¹. »

Paul Morin, professeur agrégé, Département de service social de l'Université de Sherbrooke, CSSS-IUGS
Nicole Dallaire, professeure agrégée, Département de service social de l'Université de Sherbrooke

1 Dallaire, N. (2012). *Quand le CSSS s'installe dans l'appartement d'à côté*. Communication présentée au 5^e Colloque des CSSS-CAU (24 mai 2012), Montréal, Québec.
 2 Morin, P. (2012). *Quand le CSSS s'installe dans l'appartement d'à côté*. Communication présentée au 5^e Colloque des CSSS-CAU (24 mai 2012), Montréal, Québec.



2 La santé et la sécurité au travail des immigrants, une obligation légale ou une autre manifestation de l'exclusion sociale

Soucieuse des répercussions des interventions en santé et sécurité au travail (SST) dans les petites entreprises qui embauchent des travailleurs immigrants, l'équipe de santé au travail du CSSS de la Montagne-CAU a mis sur pied un projet de recherche qui vise à établir de bonnes pratiques ainsi qu'à assurer un transfert de connaissances efficace. « Nous sommes dans une refonte de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et nous réalisons que rien n'a jamais été écrit sur les travailleurs immigrants. Tout le milieu se questionne à savoir comment l'autonomie sera acquise dans les petites entreprises si les dirigeants, les superviseurs et les travailleurs ont une même compréhension de la culture de santé-sécurité au travail qui est peut-être faussée³. » Dans cette recherche sur de petites entreprises, 64 % des répondants en SST, majoritairement des cadres intermédiaires, ne possèdent aucune formation en SST; 20 % d'entre eux n'ont qu'une formation indirecte. De plus, les comités de SST au sein de ces entreprises ne sont pas paritaires, et certains ne sont fonctionnels que depuis peu. Devant ce constat, l'équipe de recherche, en collaboration avec le comité de suivi, a proposé trois activités pour assurer un partage des connaissances : un séminaire, un programme de formation sur les bonnes pratiques auprès des travailleurs immigrants ainsi qu'une journée de réflexion sur le développement d'une approche interculturelle en SST.

La recherche a permis de constater que les travailleurs immigrants sont souvent exclus de la SST, entre autres parce que la loi ne fait rien pour encourager leur inclusion. La SST doit s'inscrire dans une nouvelle dynamique d'inclusion des travailleurs immigrants.

Sylvie Gravel, professeure, Département d'organisation et ressources humaines, École des sciences de la gestion, UQAM, CSSS de la Montagne
Jacques Rhéaume, professeur émérite, Département de communication sociale et publique, UQAM
Charles Gagné, conseiller en valorisation, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST)

3 Quartiers en changement et exclusion sociale des aînés

En quoi la « gentrification » qui se produit dans certains quartiers renforce-t-elle ou amoindrit-elle les dynamiques d'exclusion des aînés dans la société? À cette question, la trentaine d'aînés questionnés évoque deux visions distinctes, selon qu'ils sont propriétaires ou locataires. Les premiers sont peu affectés par les changements qui surviennent dans les quartiers et ils les perçoivent souvent positivement. Les seconds en ont une perception négative ou carrément problématique, évoquant une perte de lieu de socialisation et de liens avec les pairs.

Afin de limiter la perte d'influence des personnes âgées sur l'aménagement du territoire, la ville doit pallier le manque d'espace de socialisation en préservant les centres communautaires, lieux où ils peuvent s'exprimer. De plus, elle doit veiller à augmenter l'offre de logements adaptés et à faible coût, mettre en place des mécanismes d'information et de consultation spécifiques des aînés, et accroître le soutien des CSSS envers les organismes communautaires œuvrant auprès de cette population.

Nous devons mettre en place de nouveaux mécanismes de consultation spécifiques afin que les aînés ne soient pas exclus au moment des prises de décisions qui peuvent avoir une incidence sur leurs milieux de vie.

Jean-Pierre Lavoie, chercheur d'établissement, professeur associé, École de travail social, UQAM et McGill
Marie-Josée Dupuis, adjointe à la coordination, Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (TCAIM), responsable des dossiers « Transport et mobilité des aînés » et « Municipalité amie des aînés » (MADA)

³ Gravel, S. (2012). *La santé et la sécurité au travail des immigrants, une obligation légale ou une autre manifestation de l'exclusion sociale*. Communication présentée au 5^e Colloque des CSSS-CAU (24 mai 2012), Montréal, Québec.

4

Qui parle? Les multiples rôles du praticien-chercheur en déficience intellectuelle

Les personnes atteintes de déficience intellectuelle sont particulièrement vulnérables, et cela est d'autant plus marqué lorsqu'elles se trouvent en situation d'itinérance. Cette situation exacerbe leurs limitations, complexifie leur développement de soi et met à l'épreuve leur capacité à se projeter dans un avenir qui serait autre. En tant que praticien-chercheur, Sylvain Picard, psychoéducateur, se consacre spécifiquement à cette clientèle. Sa pratique s'effectue auprès de 68 adultes ayant cette problématique, ce qui est unique au Québec.

« Les personnes qui ont une déficience intellectuelle et qui sont en situation d'itinérance sont souvent invisibles dans la communauté. Elles ne sont pas toujours capables de se raconter et de comprendre leur cheminement. On essaie, du côté de la recherche, de les faire exister socialement⁴. »

Pour parvenir à briser l'isolement social de ces personnes, Sylvain Picard documente leur trajectoire de vie respective, ce qui a des effets bénéfiques quant à la réappropriation de leur histoire bibliographique. De plus, il multiplie les occasions d'existence sociale, telle la cuisine collective qui offre notamment une prise de vue différente sur leurs aptitudes fonctionnelles.

Guillaume Ouellet et Baptiste Godrie, tous deux doctorants en sociologie (Université de Montréal) et membres du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS), rencontrent Sylvain Picard chaque semaine. En plus de soutenir le psychoéducateur afin qu'il puisse dresser un portrait de sa clientèle et décrire sa pratique, les deux chercheurs portent un regard sociologique sur le phénomène de l'itinérance chez les personnes ayant une déficience intellectuelle et sur la mobilisation de la connaissance dans l'intervention. Pour Sylvain Picard, l'alliance recherche/intervention permet de mieux connaître sa clientèle, de mieux comprendre le contexte dans lequel elle évolue et, en bout ligne, de réunir les meilleures conditions pour que l'intervention soit porteuse.

Sylvain Picard, psychoéducateur, équipe Itinérance du CSSS Jeanne-Mance, et praticien-chercheur, Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS)

Guillaume Ouellet, coordonnateur, équipe Déficience intellectuelle, troubles envahissants du développement et intersectorialité, et doctorant au Département de sociologie de l'Université de Montréal

Baptiste Godrie, étudiant au doctorat en sociologie, Université de Montréal, et agent de recherche au CREMIS

5

« Des images et des mots » : une recherche sur support vidéo pour améliorer les conditions de vie des personnes utilisatrices des services de santé mentale

Pour donner la parole aux usagers des services de santé mentale, une vidéo a été réalisée auprès d'une cohorte d'individus vivant depuis 25 ans dans un hôpital psychiatrique. Cette vidéo avait comme objectif de documenter leur expérience avant, pendant et après leur sortie de l'hôpital.

La vidéo a diminué la stigmatisation de la maladie mentale et a favorisé une plus grande reconnaissance de l'expérience des usagers.⁵

Pour les intervenants, la conception de la vidéo a permis d'enrichir leur pratique grâce à une meilleure compréhension des lacunes de l'intervention. De plus, ce projet a favorisé une intervention intersectorielle regroupant travailleurs sociaux, ergothérapeutes et éducateurs spécialisés.

Le tournage a permis d'accompagner ces individus et de leur offrir un soutien d'intensité variable dès l'intégration dans la communauté. De plus, la présentation de cette vidéo aux gestionnaires et aux intervenants aura facilité la réflexion sur les pratiques et la réalité du milieu. Un lien social virtuel s'est développé chez les gestionnaires qui ont visionné les images et qui ont pris conscience de la transformation des usagers. La vidéo a renforcé leur confiance en la réinsertion sociale des participants. Elle a également mis en lumière les décisions à prendre pour que s'opèrent les changements souhaités.

Michèle Clément, chercheuse, CSSS de la Vieille-Capitale

Pierre Gromaire, professionnel de recherche, CSSS de la Vieille-Capitale

4 Ouellet, G. (2012). *Qui parle? Les multiples rôles du praticien-chercheur en déficience intellectuelle*. Communication présentée au 5^e Colloque des CSSS-CAU (24 mai 2012), Montréal, Québec.

5 Gromaire, P. (2012). « *Des images et des mots* » : une recherche sur support vidéo pour améliorer les conditions de vie des personnes utilisatrices des services de santé mentale. Communication présentée au 5^e Colloque des CSSS-CAU (24 mai 2012), Montréal, Québec.



6

Agir sur les conditions de vie par la consolidation du réseau de soutien

Ce projet s'intéresse à l'aide apportée par les intervenants aux aidants et aux familles de personnes âgées vivant avec un problème de santé chronique. Quels sont les facteurs de réussite des interventions? Pour le savoir, du soutien à domicile et de l'animation de groupe ont été offerts à 60 familles. L'instauration d'un climat de confiance au sein du groupe ainsi qu'une bonne compréhension de sa dynamique sont des déterminants d'une intervention réussie. Il est important de veiller à la bonne préparation des séances et au développement des stratégies qui seront adaptées aux besoins du groupe. Le travail d'équipe est également un facteur nécessaire à la réussite.

Cette recherche a permis de constater la présence de lacunes relativement à la diversité des services offerts aux aidants. Cet aspect est d'autant plus important que les familles aimeraient pouvoir choisir leurs services, telles l'aide psychologique et la participation à des groupes d'entraide, puisqu'elles éprouvent certaines craintes à l'égard des trajectoires institutionnalisées.

Intervenir auprès des familles est viable et souhaité. Les intervenants doivent faire preuve de créativité dans leur intervention et créer une relation de confiance afin d'aborder certains sujets délicats.

Des groupes de personnes ont continué à se rencontrer après les dix séances prévues. Ils se voient dans la communauté.

Normand Carpentier, chercheur d'établissement, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Anne Lamontagne, travailleuse sociale au soutien à domicile, groupe de soutien pour les proches aidants, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Héra Baboudjian, travailleuse sociale au soutien à domicile, groupe de soutien pour les proches aidants, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Une initiative des six CSSS-CAU du Québec et de la Table des CSSS-CAU

